Tendances à la privatisation dans l'enseignement public luxembourgeois – le combat continue !

Lors de la conférence de presse de ce jour, la CGFP et le ministre Meisch ont annoncé que le litige concernant les projets de loi 7658 et 7662 sur la privatisation de certains postes de fonctionnaires dans les directions de lycées et administrations a été résolu.

Même si le SEW/OGBL et l'APESS se réjouissent des résolutions de cet accord, ils continueront à maintenir la pression sur le ministre Meisch. Car les tendances à la privatisation sournoise de l'enseignement public luxembourgeois ne s'arrêtent pas avec l'annulation, respectivement l'amendement des projets de loi en question. Par conséquent, un syndicat qui prend au sérieux cette question ne peut se concentrer sur la seule course aux postes de direction. Les tendances mentionnées ci-dessus vont, en effet, beaucoup plus loin que la seule privatisation de certains postes de fonctionnaires. Nous continuerons à mener notre campagne dans les semaines et mois à suivre en mettant en avant, entre autres, les sujets suivants :

- Méthodes du New Public Management dans l'enseignement public
- Mise en concurrence des lycées
- Public private partnership et outsourcing de certaines activités scolaires à de grandes multinationales du secteur éducatif (Pearson, Cambridge Assessment, …)
- Ecole-usine considérant le jeune comme une ressource humaine qui doit être rendue profitable au détriment de son éducation comme personne responsable dotée d'un esprit critique
- Microsoft et Apple dans une école-marché avec une jeunesse considérée comme simple clientèle potentielle future
- Politique de recrutement catastrophique
- Entretiens d'évaluation et abolition des comités des professeurs
- Discrimination des enseignants par rapport aux autres fonctionnaires et employés de l'Etat.

Le combat pour un enseignement public de qualité, qui propose une scolarité de qualité à toute la jeunesse de notre pays, reste notre première priorité. La privatisation de l'enseignement public ne se limite pas qu'aux carrières des hauts fonctionnaires mais à l'avenir de notre jeunesse et de nos générations futures. Le SEW/OGBL et l'APESS le savent et agiront en conséquence.



Communiqué SEW/OGBL et APESS **Luxembourg, le 2 février 2021**